

## LIBYE

## Enlissement dangereux

**La crainte du chaos en Libye est sérieuse, après la grave détérioration de la situation ces dernières 72 heures. Appréhendant le pire, l'Arabie saoudite a fermé hier lundi son ambassade à Tripoli et a fait évacuer sa mission diplomatique par avion spécial. L'Union européenne s'est déclarée, quant à elle, très préoccupée.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - La précaution saoudienne et la réaction européenne interviennent après l'enchaînement de faits gravissimes, d'abord à Benghazi où un général à la retraite, Khalifa Haftar, a lancé samedi des offensives soutenues contre les bases et repaires islamistes et l'attaque, le lendemain, menée par une milice armée dont l'identité n'a pas été précisée contre le siège du Congrès général national (CGN), le Parlement libyen.

Un bâtiment annexe du CGN a été incendié et les députés ont été évacués. Ces senteurs de poudre dans un pays politiquement fragile, sans armée ni police régulières disciplinées et où les institutions sont lovées dans une transition qui dure, augurent, de l'avis de nombreux observateurs, du pire. Certains n'hésitent pas à y voir les prémices d'une guerre civile, même si, en vérité, depuis la déchéance du colonel

El Kadhafi et de son régime, la Libye n'en a jamais été loin.

Les milices, qui se sont formées dans le sillage de la guerre livrée alors au despote déchu, ont pignon sur la vie politique, économique et sécuritaire du pays. Les autorités de transition libyenne ont manqué, en dépit des efforts consentis, de sortir le pays du règne des milices.

L'attaque samedi du siège du Parlement a induit, comme première mesure, la suspension du CGN, dont le mandat de 18 mois avait expiré depuis fort longtemps. C'est cette même suspension que la milice auteur de l'attaque avait réclamée. Peu après l'attaque, le commandant de la police militaire, le colonel Mokhtar Fernan, dans un message télévisé, a annoncé en effet, au nom de l'armée, la suspension du CGN, informant, du coup, le transfert des prérogatives législatives à une Assemblée constituante élue en février.



Photo : DR.

Le gouvernement intérimaire d'Abdallah Al Thani est maintenu dans ses fonctions. Et si l'attaque du CGN a donné lieu à une décision diligente, c'est que couplée à ce qui se passe à Benghazi, elle s'affirme comme une tentative de coup d'Etat. Du moins c'est ainsi qu'ont été compris les assauts du général à la retraite Khalifa Haftar contre ce qu'il a appelé les bases terroristes. Ce général est à la tête d'une force paramilitaire visiblement puissante. Selon le ministère de la

Santé libyen, les affrontements de Benghazi ont fait 79 morts et 141 blessés.

La situation était demeurée tendue lundi à Benghazi. L'Union européenne s'est dite très préoccupée par la détérioration de la situation et a appelé les parties au conflit à éviter l'escalade dans la violence. Un appel qui a peu de chance d'être entendu.

Les milices qui se disputent le pouvoir dans ce pays exsangue sont peu accessibles à la diplomatie. Le général à la retraite

Khalifa Haftar a indiqué maintenir ses troupes en alerte et qu'il n'avait nullement l'intention d'abandonner ses positions. Ce qui voudra dire que la violence peut ressurgir à tout instant.

L'Arabie saoudite a anticipé par le rapatriement de ses diplomates à Tripoli, tout en procédant à la fermeture de son ambassade. Avant elle, l'Algérie avait fait également évacuer sa mission diplomatique menacée d'attaques terroristes.

S. A. I.

## SOUDAN DU SUD

## Nouvelle suspension des pourparlers à Addis Abeba

**Les pourparlers entre bel-ligérants sud-soudanais à Addis Abeba, destinés à trouver une issue politique au conflit qui ensanglante le jeune pays depuis mi-décembre, ont été à nouveau suspendus lundi, pour 12 jours, à annoncé la médiation.**

C'est la troisième fois que ces pourparlers sont interrompus depuis qu'ils sont entrés dans leur deuxième phase mi-février. La première phase s'était conclue fin janvier par la signature d'un cessez-le-feu jamais respecté.

«La deuxième phase des pourparlers de paix au Soudan du Sud, sur le dialogue poli-

tique pour la réconciliation nationale et l'apaisement (...) est ajournée aujourd'hui pour 12 jours», a annoncé l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), organisation est-africaine qui assure la médiation, assurant que les négociations reprendraient le 4 juin. Cette deuxième phase n'a jusqu'ici enregistré que peu d'avancées. Un «Accord pour mettre fin à la crise au Soudan du Sud» a bien été signé le 9 mai à Addis Abeba par le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar, dont les troupes s'affrontent depuis le 15 décembre, mais l'engagement «à cesser les hostilités» qu'il contenait n'a

pas tenu 24 heures. MM. Kiir et Machar, sous pression internationale et personnellement menacés de sanctions américaines, s'étaient également mis d'accord sur le principe d'un gouvernement de transition et sur celui de futures élections, mais les modalités de mise en œuvre de ces deux questions n'ont pas progressé depuis.

«L'accord a favorablement changé le contexte des négociations, vers un processus plus ouvert, plus représentatif et tourné vers l'avenir», a néanmoins assuré l'Igad, tout en appelant les parties à respecter les engagements déjà signés.

Les délégations des deux camps ont «produit des docu-

ments de travail sur un canevas des modalités de mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités et du Cadre des négociations politiques vers un règlement de la crise», ont expliqué les médiateurs.

Le conflit, accompagné de massacres et exactions à caractère ethnique contre les civils, a déjà fait plusieurs milliers, voire des dizaines de milliers de morts et chassé de chez eux plus de 1,3 million de personnes depuis que des combats ont éclaté le 15 décembre au sein de l'armée sud-soudanaise entre troupes loyales respectivement à MM. Kiir et Machar, avant de se propager ailleurs dans le pays.

## INDE

## Les Gandhi proposent de démissionner, leur parti refuse

**Les dirigeants du parti du Congrès, Sonia et Rahul Gandhi, ont proposé lundi de démissionner après la défaite cinglante subie par leur formation aux législatives en Inde mais leur offre a été rejetée, a annoncé un parlementaire.**

«Ils ont proposé tous deux de démissionner mais le parti a refusé à l'unanimité», a dit Amarinder Singh aux journalistes à l'issue d'une réunion de la direction du parti du Congrès, trois jours après leur lourde défaite face aux nationalistes hindous de Narendra Modi.

La Direction du parti a adopté une résolution à l'unanimité «exprimant leur confiance totale dans le leadership de Sonia et Rahul Gandhi», a indiqué l'agence Press Trust of India.

Tous deux, descendants de la plus fameuse dynastie indienne, sont en proie aux cri-

tiques des militants du parti et des députés sortants battus en raison d'une campagne jugée terne et sans direction.

Le Congrès a connu sa pire défaite vendredi en ne remportant que 44 des 543 sièges de la Chambre basse du parlement, soit un quart des sièges remportés en 2009 tandis que le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) s'est adjugé la majorité absolue. Sonia Gandhi, présidente

du parti, avait confié à son fils, vice-président de la formation politique, la direction de la campagne.

Cette défaite a suscité les critiques sur l'opportunité de laisser à la famille Gandhi les commandes du Congrès.

Le parti a dirigé l'Inde pendant l'essentiel du temps depuis l'indépendance en 1947 et les Gandhi ont donné trois Premiers ministres à l'Inde.

## NIGERIA

## La police annonce avoir déjoué un nouvel attentat «dévastateur» à Kano

La police nigériane a annoncé hier avoir déjoué un nouvel attentat à la voiture piégée «dévastateur» à Kano, au lendemain d'une attaque-suicide qui a fait quatre morts dans cette grande ville du nord du pays.

La police a empêché «vers 9h00 (08h00 GMT) ce qui aurait pu être une nouvelle explosion dévastatrice dans la vieille ville de Kano», a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Le véhicule était bourré d'explosifs mais a été neutralisé avant qu'il ait pu exploser, a ajouté la police.

L'attentat-suicide de dimanche est survenu au lendemain de la mise en place par le Nigeria et ses voisins d'un plan de «guerre» contre le groupe armé Boko Haram, qui a enlevé 223 lycéennes il y a un mois dans le nord-est du pays.

Kano est la deuxième plus grande ville du Nigeria et un centre commercial pour la population à majorité musulmane du nord.

Un possible lien entre l'explosion et des élections régionales tenues samedi a également été évoqué.

Ce scrutin avait vu le parti du Congrès progressiste (APC), la formation la plus importante de l'opposition, battre à plat de couture le Parti démocratique populaire (PDP) du président nigérian Goodluck Jonathan, en remportant 44% des sièges.